

Consultation publique de l'ARCEP sur le plan de fermeture du cuivre notifié par Orange

Réponse de l'Avicca, de Départements de France et de la FNCCR
(4 avril 2022)

Propos liminaires

« Éteignons le cuivre, pas la fibre ! »

L'Avicca, Départements de France et la FNCCR (ci-après « nos associations », « les associations de collectivités » ou « nous ») se sont exprimées s'agissant du principe de fermeture du réseau cuivre d'Orange par un soutien sans ambiguïté sous réserve du respect des conditions qui sont rappelées dans les remarques générales et les réponses aux questions. Cependant cette fermeture pourrait très mal tourner si 4 conditions externes n'étaient pas impérativement remplies :

- (i) l'arrêt des endommagements graves de nos réseaux FttH du fait des choix délibérés des OCEN s'agissant de la mise en œuvre des raccordements ;
- (ii) la définition et la mise en œuvre sans délai d'un nouveau service universel ;
- (iii) l'alimentation et mise en œuvre d'un fonds de péréquation pour l'exploitation des réseaux FttH des RIP ;
- (iv) la fermeté pour faire appliquer les obligations incombant aux opérateurs d'infrastructure.

(i) Reprendre en main le mode STOC devant l'incapacité des acteurs privés à le faire

La fermeture du cuivre présuppose une bonne qualité des réseaux FttH. Cependant les OCEN, à des degrés divers, ont froidement sacrifié la qualité des réseaux publics et privés sur le temps de l'acquisition de la part de marché au moindre prix, en généralisant massivement et sans état d'âme pour certains d'entre eux l'ubérisation outrancière de la filière.

Les promesses de lendemain qui chanteraient, notamment grâce à la mise en œuvre laborieuse et toujours très partielle du mode STOC V2, a fait pschitt. La filière a failli, que ce soit par crédulité, angélisme ou plus probablement par calcul cynique.

Les raccordements sont de plus en plus mal réalisés, les dégradations s'accroissent, et les prestataires encore fiables du marché disparaissent les uns après les autres pour être remplacés par des autoentrepreneurs qui ne connaissent aucune règle, que ce soit du savoir-vivre ou du savoir-faire ou pire de la sécurité élémentaire.

Le résultat est que même réparé, les éléments de réseaux sont rapidement à nouveau démolis sans que cela n'émeuve réellement les responsables de cette situation.

Devant l'incapacité des opérateurs à avancer dans la bonne direction, **les associations de collectivités estiment qu'il est plus que temps que la puissance publique, et notamment le régulateur, décide à leur place de ce qu'il convient de faire pour ne plus dégrader les réseaux.**

(ii) Définition et mise en œuvre d'un nouveau service universel

Héritée d'une situation où des opérateurs historiques couvraient la quasi-totalité du territoire avec leur réseau téléphonique, la notion de service universel, dans sa composante d'accès au réseau, est totalement à revoir, non pas pour la raison de concerner désormais internet, mais du fait de son inefficacité.

Malgré sa belle dénomination universaliste, ce service « universel » n'a résolu aucun problème structurel, et son fonctionnement a engendré concrètement un volume d'insatisfaction massif. Il n'a contribué en rien à l'internet, ni haut, ni bas débit, sans parler du très haut débit. Il n'a même pas permis de doter un département français comme Mayotte d'un simple réseau téléphonique en cuivre. Il a connu des problèmes de qualité de service majeurs, malgré des indicateurs qui camouflaient la réalité dans les territoires ruraux.

On ne sait pas plus qui pourrait assurer d'un service universel rénové, qui aujourd'hui est en quelque sorte « suspendu » au moins jusqu'au moins 2023 vu l'absence d'appétence d'un opérateur, ni sur quelle base géographique il serait attribué etc. Quel opérateur privé serait légitime et efficace pour intervenir à la fois dans la zone très dense de la métropole centre et dans le fin fond de l'espace rural d'une région ou d'un département, dans des zones d'investissement privés où l'obligation de complétude est absente dans certains cas, relative dans d'autres, sans parler d'un échelon national, collectivités ultramarines comprises ? Avec quel barème de coûts ? Contrôlé comment ?

Poursuivre la mécanique du service universel tel qu'il existe, même en l'étendant à l'accès à internet, c'est la certitude d'augmenter encore les insatisfactions. Car au fond, la solution est toujours la même pour permettre un accès véritablement universel de qualité : étendre le réseau fibre le plus loin et le plus vite possible, traiter provisoirement les urgences en aidant l'accès aux autres technologies alternatives disponibles (hertzienne y compris mobile, satellitaire, ...) par différents moyens (octroi de fréquences, obligations liées aux licences, aides éventuelles à l'installation...), et ce dans une gestion au plus près des territoires. Or étendre le réseau fibre, cela signifie d'avoir une vision d'aménagement du territoire, notamment de poser un nouveau Point de Branchement Optique près du local concerné par une demande de SU, mais peut-être aussi un Point de Mutualisation en aval, de fibrer au passage un point haut ou une entreprise en FttE, et amener ainsi le service d'une manière cohérente, globale et pérenne.

Il y a par contre une chose essentielle à sauver dans le service universel d'accès au réseau, c'est une ressource basée sur le montant des abonnements, qui permet d'assurer une solidarité et une stabilité. Et ceci doit désormais favoriser la poursuite de l'effort budgétaire colossal consenti par les collectivités et l'État, avec l'aide de l'Europe. Car il n'y aura ni universalité, ni qualité de service dans les territoires ruraux et de montagne sans une action continue de sécurisation, de bouclage, d'enfouissement, d'extension, de modernisation, à l'image de tous les autres réseaux. En France, le choix structurel a été fait de traiter à part les zones rentables et non rentables contrairement à d'autres pays européens. **C'est un choix contre-intuitif, absurde et regrettable et qui produit depuis le début des conséquences négatives. Il convient que ceux qui l'ont décidé assument pleinement la mise en œuvre des actions correctives, sans imaginer faire à nouveau retomber la charge sur les collectivités.** Il faut en tirer des conséquences de long terme en abondant un fonds national de péréquation pour l'aménagement numérique du territoire (cf. point suivant), et en confiant les ressources dégagées à chacune des collectivités en charge de l'aménagement numérique sur une échelle au moins départementale en fonction de critères objectifs.

Pour les associations de collectivités, que ce soit avec le service universel ou ce fonds de péréquation national, il faut absolument éviter que chaque opérateur soit tenté de faire peser la charge qui lui incombe sur la communauté des opérateurs. Cela signifie clairement que le Gouvernement et l'ARCEP doivent faire rapidement respecter les engagements pris pour assurer la complétude des zones sur lesquelles ces opérateurs se sont engagés, ainsi que la réglementation. Un effet d'affichage pour un SU à 30 Mbit/s en 2023 alors qu'il subsisterait des locaux non raccordables en zone AMII serait

dramatique. Le Régulateur (par un changement de règle ou de zonage) et/ou le gouvernement (AMEL effectif ou RIP subventionné) doi(ven)t également régler le scandale d'une Zone Tellement Dense que plusieurs opérateurs ont la capacité d'y intervenir mais aucun ne le fait jusqu'au bout.

Au niveau technologique, nous relevons l'amélioration des solutions hertziennes. Bien qu'incapables de rivaliser avec la fibre, et souvent en peine pour suivre la croissance des usages, elles peuvent constituer des réponses transitoires sur quasiment la totalité du territoire, hors certains départements d'outre-mer et quelques immeubles où la réception satellitaire n'est pas possible. La problématique des solutions hertziennes est celle du surcoût, tant pour l'équipement qu'en comparaison avec les solutions filaires pour les abonnements. Aussi conviendrait-il de se focaliser sur une réelle tarification sociale pour permettre un accès universel lorsque les technologies hertziennes sont indispensables (mauvais débit cuivre et absence de fibre à court terme). L'absence d'information et/ou de réflexions sur la mobilisation des réseaux mobiles 4G et 5G comme dispositif transitoire en l'absence d'autres réseaux très haut débit, notamment l'inefficacité des dispositifs de réception « indoor » et un bilan opaque de la 4G Fixe, rend malheureusement difficile l'inclusion transitoire de cet outil dans le dispositif.

Nous demandons que le futur SU aborde frontalement la question du raccordement des immeubles neufs. Jusqu'à présent, les promoteurs immobiliers se rapprochaient d'Orange pour raccorder au réseau téléphonique cuivre leurs nouveaux logements. Orange a annoncé l'arrêt dès janvier 2022 de ce raccordement systématique, du fait de l'extinction programmée de ce réseau à l'horizon 2030. Sans méconnaître les difficultés opérationnelles pour les opérateurs FttH tiers (yc les RIP), nous reconnaissons le fondement de la décision de l'opérateur historique. En revanche, cette décision a une autre conséquence pour les promoteurs qui vont devoir s'adresser à une multitude d'acteurs du fait de l'empilement des zonages définis par l'État et le Régulateur au fil des années. A titre d'exemple, nous nous demandons vers quel opérateur un promoteur construisant en ZTD devra s'adresser demain...

En résumé, nous appelons à un changement de paradigme, pour passer d'un traitement ponctuel inefficace d'un service qui n'a d'universel que le nom, à une solidarité permettant un aménagement structurel de l'accès aux réseaux de communication électronique, via l'abondement d'un fonds de péréquation national pour l'aménagement numérique de la France.

Il est de même impératif que le service universel, dans sa composante sociale, soit rapidement défini et mis en œuvre, pour accompagner les usagers concernés dans leur migration vers la fibre.

(iii) Création, alimentation et mise en œuvre d'un fonds de péréquation pour l'exploitation des réseaux FttH des RIP

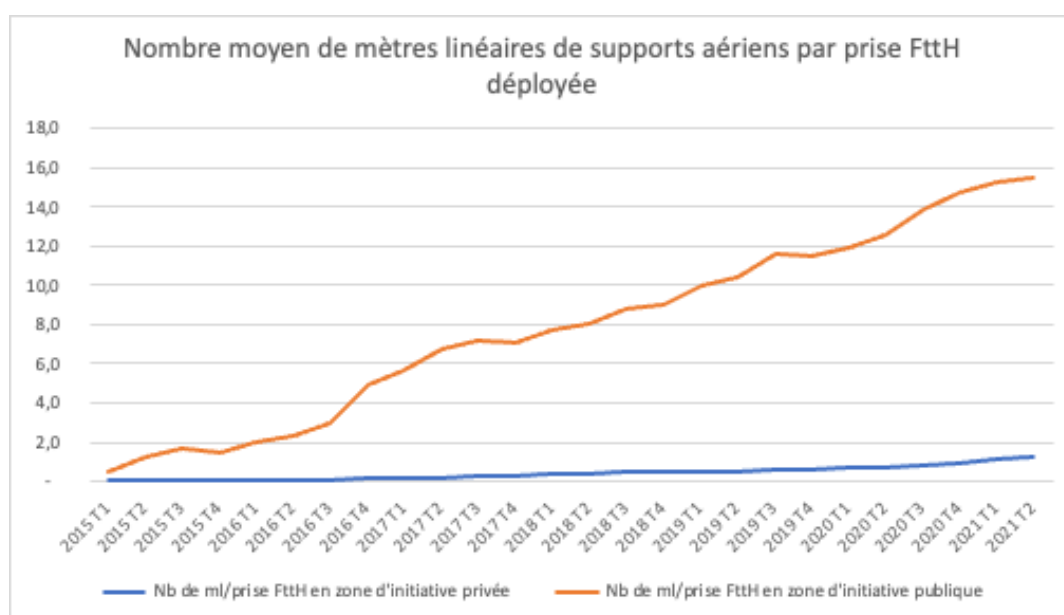
Aujourd'hui, seule la fibre optique pourra répondre au besoin d'une société numérique équitable : il s'agit d'un service essentiel au même titre que le service public de l'eau ou de l'électricité. Si le Plan FTHD a permis des grandes avancées pour équiper ces territoires, il reste à être complété pour achever la couverture intégrale du territoire en fibre optique.

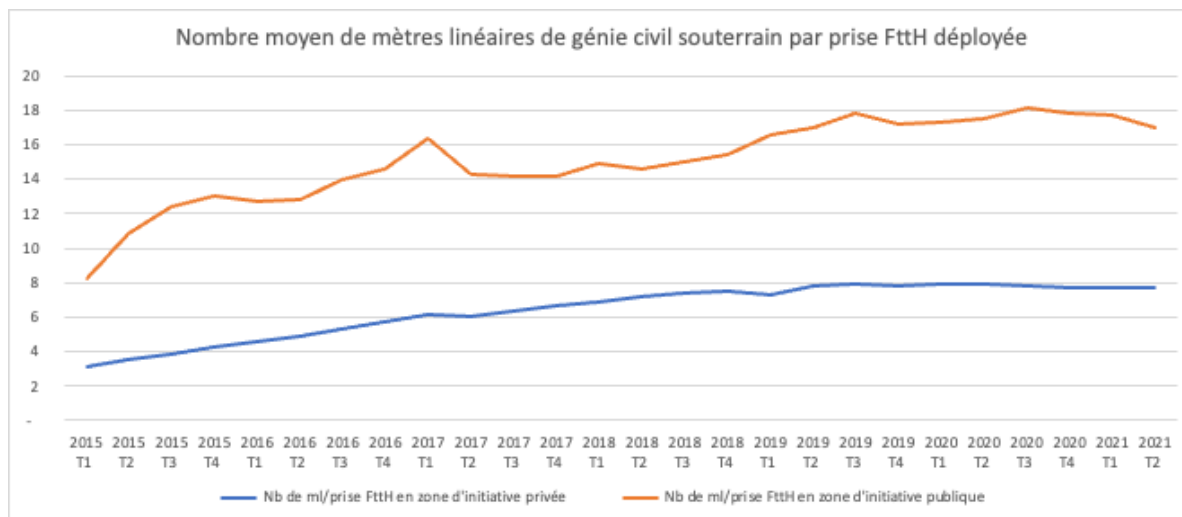
Le régulateur (ZTD) puis l'État (zone AMII) ont institué la dépéréquation du FttH, avec la création de zones très rentables sans contrainte (ZTD), et rentables avec un minimum de contraintes (AMII, AMEL, CPSD...) pour les opérateurs privés, et les zones déficitaires pour les collectivités. Bien entendu, le Plan France THD a rétabli très partiellement l'équilibre, car il ne visait que le premier investissement, et en excluant l'exploitation.

Or le 100%, le FttH en zone rurale restera plus coûteux à exploiter. En effet, une ligne RIP consomme 3 fois plus de linéaire de fibre qu'une prise en zone privée. Donc les charges d'exploitation seront mathématiquement plus élevées. Par ailleurs, l'aérien est l'infrastructure la plus problématique en termes de maintenance. Or les prises en zone RIP mobilisent 80% de l'ensemble des supports aériens utilisés en France par les opérateurs.

De manière générale, il n'existe aucun mécanisme de péréquation pour compenser les surcoûts que porteront les RIP notamment s'agissant de :

- Les raccordements de nouveaux locaux et la création du GC associé,
- Les extensions de réseaux ;
- Le renforcement et la sécurisation des réseaux (collecte / transport) ;
- Les raccordements longs et ceux dit complexes, en ce compris les raccordements nécessitant du génie civil entre le PBO et la limite de propriété ;
- Les dévoiements et les enfouissements des lignes aériennes fibres optiques ;
- Les impacts liés aux intempéries ;
- Les coûts d'élagage ;
- ...





Aussi nous demandons la mise en place effective d'un fonds de péréquation national pour l'aménagement numérique de la France, permettant de compenser les écarts de charges d'exploitation, de création de nouvelles dessertes ou de nouveaux raccordements en zone RIP par rapport aux zones d'initiatives privées les écarts de coûts de création de nouvelles dessertes ou de nouveaux raccordements en zone d'initiative publique (RIP) par rapport aux zones d'initiatives privées (ZTD, AMII, CPSD, AMEL etc.), ainsi que les écarts de charges d'exploitation en zone peu dense par rapport aux zones denses, s'ils n'étaient pas pris en compte par la régulation.

Au sein du fonds de péréquation précité, il conviendra de prévoir une section de financement durable des raccordements dits complexes tels que définis par l'ANCT dans le cadre de son étude de 2021.

(iv) La fermeté pour faire appliquer les obligations des opérateurs d'infrastructure

La couverture la plus complète possible des territoires est la condition indispensable pour qu'Orange puisse fermer son réseau cuivre dans de bonnes conditions, et pour que les élus accompagnent cette transition. Si des arbitrages ont conduit auparavant à privilégier la quantité des déploiements à la qualité de la couverture, une mansuétude de départ dans le contrôle du respect des obligations, qui pouvait être auparavant compréhensible, ne l'est plus.

Au demeurant, être en retard dans la mise en œuvre d'une obligation n'est pas une fatalité, comme l'ont prouvé des opérateurs de RIP qui ont terminé la construction de certains réseaux en avance par rapport à leurs obligations contractuelles.

Les obligations réglementaires sont à plusieurs niveaux : complétude d'une zone arrière de PM, engagements pris avec l'État et les collectivités (points qui seront développés dans le corps de la réponse, y compris pour la zone sans obligation, la ZTD), mais aussi sur le bon dimensionnement du réseau FttH. Certains réseaux ont en effet été déployés nativement en mode low cost. Ce choix du bas de gamme se traduit (entre autres) par un sous-dimensionnement généralisé, qui fait que ces réseaux sont aujourd'hui déjà saturés alors même que la dynamique des raccordements est loin d'être éteinte. Et l'absence de routes optiques en nombre suffisant (à laquelle il convient de rajouter le non-respect des routes optiques existantes) conduit les sous-traitants à débrancher des clients déjà raccordés pour en raccorder de nouveaux. La situation est d'autant plus critique que l'on parle de réseaux où les difficultés apparaissent dès le démarrage de la commercialisation.

Remarques générales sur la fermeture du cuivre

Les associations d'élus se félicitent de la transmission par Orange à l'Arcep de son plan de fermeture du réseau cuivre. L'opérateur de la boucle locale historique, qui est aussi l'un des principaux artisans du passage à la fibre, constate que « maintenir deux réseaux filaires n'a donc plus de sens, tant sur l'aspect des usages que sur les aspects économiques, techniques et environnementaux ». La clarté de cette position est tout à l'honneur de l'opérateur qui a été responsable de son déploiement et de son exploitation, en même temps que bénéficiaire, bien sûr, des revenus dégagés.

Ce chantier a bien par son ampleur une dimension industrielle. Il concerne des millions d'utilisateurs grand public et professionnels. Le monopole, puis les mécanismes du service universel, à la charge des opérateurs, avaient ainsi permis de bâtir un réseau dont les aspects collectifs (universalité et égalité des tarifs) le rendaient tout à fait particulier dans le monde des télécommunications.

La progressivité des actions durant la phase de transition (d'ici 2025) et de fermeture (2025-2030), la nécessité de mener des expérimentations plus ciblées, l'affirmation d'une équité d'intervention entre les différentes plaques des Opérateurs d'Infrastructure, donnent des éléments structurants positifs et réalistes du grand basculement. Les associations de collectivités estiment que ce planning pourrait toutefois être accéléré pour la fermeture technique, une fois la phase de transition terminée. Il n'est en effet pas forcément souhaitable que cette fermeture s'étale sur une durée trop longue pour conserver une pleine et entière mobilisation des acteurs publics et privés. Aussi nous suggérons de s'appuyer sur la mécanique massive des fermetures commerciales anticipées à l'adresse, pour organiser en parallèle des fermetures techniques anticipées à l'adresse (voir point 8).

Le rôle important des élus et particulièrement des maires (les Départements et les Régions seront également mobilisés) pour accompagner cette bascule, souligné par Orange, est bien évidemment conditionné à l'existence d'une alternative positive pour les administrés, même si elle bouscule leurs habitudes, et ce pour le bien commun. La fermeture du cuivre ne doit pas être un couperet, mais bien un accélérateur des déploiements permettant un accès au Très haut débit pour tous.

La fermeture du cuivre est inéluctable ; le fait qu'elle se déroule dans de bonnes conditions ne l'est pas. Ceci est vrai pour les usagers, les différents opérateurs et les élus.

Certaines de ces conditions, fondamentales, sont encadrées par le Régulateur, comme les exigences de complétude du FttH, les offres de gros sur cuivre etc. Mais nous demandons également la mise sur pied d'une instance de gouvernance, regroupant à parité les nombreux acteurs privés et autorités publiques concernés par cette fermeture, afin d'en faciliter la réalisation et la lisibilité pour les usagers, grand public et professionnels, sans départir chaque acteur de sa propre responsabilité.

Pour cette raison, et pour celles exposées de manière liminaire notamment s'agissant du Service universel et du fonds de péréquation, la présente réponse à la consultation de l'Arcep est également transmise aux Ministres en charge des communications électroniques, du Numérique et de l'Aménagement du territoire.

1 - Les élus locaux, des partenaires essentiels, mobilisables sous conditions

Le rôle important des élus locaux est reconnu par Orange. Comme sur tous les sujets majeurs, ils ne se déroberont pas à leur rôle, qui n'est pas de venir en appui des entreprises privées, mais d'accompagner leurs administrés. Au plus près d'eux, ils sont à même de rassurer, d'orienter, de donner le sens de ce changement. Mais pour cela, au moins trois conditions doivent être réunies :

- (i) la fermeture du cuivre ne doit pas signifier une dégradation technique de l'accès à Internet et à la téléphonie fixe ;
- (ii) la fermeture du cuivre ne doit pas signifier une obligation d'augmentation importante des coûts, en particulier pour les personnes à faibles revenus ;
- (iii) les élus locaux doivent être considérés comme de véritables partenaires par les opérateurs sur ce sujet.

Imaginons un instant le scénario du pire : de nombreux administrés sans accès à la fibre et qui bénéficiaient d'un bon niveau de débit en ADSL/VDSL, obligés de passer à des solutions hertziennes instables ou dégradées à certains horaires, à un tarif plus élevé, suite à des choix de localisation de fermeture où les signaux des élus n'auraient pas été entendus. Dans ce cas, nos élus ne seront pas, alors, les VRP des opérateurs, mais ils prendront assurément la tête des actions de mécontentement.

Concrètement, ces trois conditions minimales doivent amener des réponses précises.

(i) **La fermeture du cuivre ne doit pas signifier une dégradation technique de l'accès à Internet et à la téléphonie fixe :**

Sur la qualité technique des alternatives, il est évidemment indispensable que là où le cuivre est présent, le local soit effectivement raccordable à la fibre, pour pouvoir disposer des meilleures performances, indispensables aux usages évolués. Si 5% des locaux ne sont pas raccordables, la fermeture tournera à la catastrophe, et 2% à la révolte. Il ne saurait rester qu'une poignée de situations tout à fait exceptionnelles, dûment répertoriées et documentées, où des solutions palliatives seraient envisageables transitoirement, pour se lancer dans un tel projet de fermeture du cuivre.

En ce sens, **nous nous opposons fermement à la demande d'Orange d'un « aménagement » de la condition préalable de couverture, fixée par l'Arcep, d'autant que l'aménagement formulé par Orange semble être une suppression pure et simple de cette condition**, sans formuler une proposition alternative (6.1.1). Pour la même raison, **nous nous opposons à la formulation suggérée par Orange (6.2.1.), à savoir que l'OI s'engage simplement à ce que les locaux soient « raccordables sur demande »**¹ à défaut d'être raccordables ; cette notion n'a jamais été opérationnelle, ni dans les process opérateurs, ni dans les offres commerciales et s'apparente à ce stade à un nuage de fumée voilant l'étendue des prises non raccordables de fait. Plus de six ans après la recommandation de décembre 2015 qui créait cette souplesse, à notre connaissance il n'y a eu aucun local qui se soit fait raccorder via cette notion. Nous estimons que le Régulateur devrait en tirer la leçon pour

1 Assez curieusement, le projet (6.2.1.) indique que « la réussite de la mise en œuvre de la fermeture commerciale au niveau d'une commune donnée (ou d'une partie de commune) à la date prévue, suppose que la couverture en FttH de la commune (ou d'une partie de commune) telle que définie en §6.1.1 ait été atteinte à cette date », mais le 6.1.1 propose d'annuler l'exigence de complétude sans formuler une proposition alternative.

la supprimer. Dans le cas d'espèce de l'extinction du cuivre, de toute façon, que se passerait-il pour le client si durant les hypothétiques six mois de délai, le réseau cuivre était coupé ? L'existence d'une alternative fibre est un préalable à la fermeture, et non l'inverse.

Toujours pour la même raison, **les associations de collectivités s'opposent à la proposition d'abolir les « exceptions » prévues jusqu'ici pour les fermetures commerciales anticipées à l'adresse**, qui permettent de maintenir l'offre cuivre en l'absence de fibre. Orange est en responsabilité d'OI sur environ les deux-tiers des prises FttH (*de jure* sur sa zone AMII, là où il a été choisi sur un RIP, ses zones AMEL, et *de facto* vu la capillarité de son réseau sur l'essentiel de la ZTD²) ; sur ces zones, Orange ne peut être juge et arbitre de la bonne couverture de la fibre pour satisfaire son processus d'extinction du cuivre. Inversement, Orange n'a évidemment pas la main là où un autre OI s'est désigné (zones AMII, AMEL, et RIP opéré par un autre OI). Il serait injuste, coûteux et inefficace qu'Orange subisse les retards ou blocages d'autres acteurs pour éteindre le cuivre.

S'agissant par ailleurs des exceptions supposées justifiées, telle que le refus de tiers, nous constatons malgré tout certaines dérives. Si l'on peut a priori accepter qu'un propriétaire d'immeuble qui refuserait le passage de la fibre se voit qualifié de refus de tiers, il convient cependant de s'assurer que son refus n'est pas motivé, comme le cas nous est régulièrement remonté, par la méthode de l'OI (Orange n'est pas spécifiquement visé ici) qui déploie son réseau sans tenir compte des aspects esthétiques, y compris pour des immeubles classés, ou des raisons pratiques (PBO posé de manière à empêcher certains habitants d'ouvrir leurs volets par exemple). Nous constatons encore plus de dérive de motivation pour refus de tiers injustifiés, lorsqu'il s'agit notamment d'une collectivité. Par exemple, lorsqu'un règlement de voirie ou d'urbanisme interdit la pose de nouveaux poteaux, l'OI ne peut opposer un refus de tiers puisque ce dernier ne lui interdit pas de déployer en souterrain ou de changer les poteaux existants : il existe au moins deux alternatives techniquement efficaces.

Aussi, dans tous les cas de figure, la réponse ne peut venir que d'une application effective des obligations de complétude, avec sanctions à la clef³.

² Voir également ci-dessous le point spécifique sur la ZTD

³ Le cas échéant, il semble qu'Orange pourrait être fondé à se retourner également contre un OI qui, ne respectant pas ses obligations, entraînerait des coûts injustifiés. Bien entendu, de telles éventuelles procédures devraient respecter le principe de non-discrimination géographique.

(ii) **La fermeture du cuivre ne doit pas signifier une obligation d'augmentation importante des coûts, en particulier pour les personnes à faibles revenus :**

Plusieurs réponses sont nécessaires pour éviter que le gap tarifaire d'aujourd'hui entre le cuivre et la fibre ne se transforme en hostilité au projet d'extinction. Il est patent que l'évolution des usages, qui ne peut que s'amplifier les prochaines années, pousse la grande masse des consommateurs à migrer spontanément vers la fibre, malgré un prix souvent supérieur hors opérations promotionnelles. Il ne fait cependant guère de doute qu'il restera une partie des clients qui se satisfera encore des débits offerts par le cuivre⁴, ou dont les dépenses sont tellement contraintes qu'une augmentation pose de réels problèmes budgétaires. Pour y répondre, **nous souhaitons que les opérateurs commerciaux fassent preuve d'autant d'imagination pour migrer leurs clients que pour prendre ceux de leurs concurrents (lissage de l'augmentation, offre technique bridée aux performances du cuivre sans augmentation tarifaire, propositions adaptées en cas de génie civil à créer en interne en termes de durée d'engagement etc.).** En parallèle, il est impératif que des offres sociales au titre du service universel soient ouvertes.

⁴ D'autant plus là où des PRM MED poussés encore aujourd'hui par certains acteurs auront amélioré les débits. À ce sujet, sauf situation exceptionnelle dûment documentée, l'Avicca invite l'Arcep et Orange à arrêter au plus vite les réaménagements du cuivre.

(iii) Les élus locaux doivent être considérés comme de véritables partenaires par les opérateurs sur ce sujet :

Les élus doivent être associés à cette transition dans un partenariat véritable, et non pour en gérer seulement les conséquences en bout de chaîne. À titre d'exemple, il est regrettable qu'Orange ait choisi sans concertation les sites d'expérimentations d'extinction de la deuxième phase, alors qu'un dialogue avec les collectivités délégantes de RIP auraient pu amener de meilleurs choix (ne serait-ce que des communes où la complétude est très avancée conformément aux contrats passés).

Dans son projet (4.2. dont le titre ne mentionne que les opérateurs), Orange prévoit de « partager » la liste des communes à fermer avec les OI et les délégants, mais ce « partage » se réduit à une information descendante sur les choix effectués, méthode dont nous ne pouvons nous satisfaire ; si la décision finale revient bien à Orange, nous demandons que le processus du choix prenne le plus grand compte de l'avis des OI et collectivités délégantes qui devraient être sollicités⁵.

Par ailleurs, le projet de plan dresse le constat que le porte-à-porte qui a été mis en œuvre à Lévis-Saint-Nom n'est pas reproductible, comme, et qu'une industrialisation est indispensable ; nous espérons que personne n'imagine le rôle des collectivités comme des supplétifs de terrain.

Nous demandons donc que les collectivités en charge de l'aménagement numérique soient étroitement associées aux choix des sites à planifier, et qu'une instance nationale, regroupant les acteurs privés et les pouvoirs publics, assure également une présence de terrain. Durant cette transition délicate, les moyens du médiateur des communications électroniques sont à renforcer.

⁵ L'Avicca approuve au passage la proposition intéressante d'Orange sur la précision des codes INSEE des communes.

2 - Un suivi nécessaire des phases de transition et de fermeture (3.4. 3.5.)

Le plan de fermeture d'Orange se cale sur le plan du gouvernement France THD, pour passer de la phase « transition » à la phase « fermeture » en s'appuyant sur l'objectif d'une couverture fibre généralisée fin 2025. Il est à noter que ce même plan gouvernemental prévoyait une couverture de la zone AMII fin 2020, suite aux engagements des opérateurs privés, qui n'ont pas été respectés et ne le sont toujours pas à ce jour.

Si cette date doit rester un objectif commun, il ne faut néanmoins pas bercer d'illusions les Français, et reconnaître que certains territoires, y compris possiblement des ZTD, devront attendre encore un an de plus pour parvenir à cet objectif de fin 2025. Et donc adapter le plan de manière proactive.

Sous cette réserve, le découpage en deux phases et la montée en charge progressive paraissent adaptés à l'ampleur du chantier. Ils respectent les annonces précédentes d'Orange sur un horizon d'extinction à 2030.

Les associations de collectivités notent toutefois qu'Orange émet systématiquement des avertissements sur le caractère non engageant des données présentées. Il est parfaitement compréhensible que la base restreinte de retours d'expériences, ainsi que les nombreuses inconnues persistantes amènent à pouvoir faire varier ces prévisions. Cependant ces variations impactent les autres acteurs. Aussi nous demandons qu'Orange publie annuellement les révisions de ce Plan sur la période restant à couvrir.

Par ailleurs, Orange demande des changements d'encadrement tarifaire du cuivre en raison de la présentation de ce plan. Il serait logique qu'elles soient conditionnées à un certain respect des jalons proposés.

Nous approuvons le choix d'intégrer le plan d'arrêt du RTC dans celui de la fermeture du cuivre (3.4.4.), pour une question de lisibilité pour les usagers, et de simplicité pour les opérateurs.

Il conviendra en retour qu'Orange apporte aux élus locaux, habitants et professionnels, des précisions engageantes sur les solutions alternatives (batteries, ...) existantes qui seront mises à la disposition des usagers par les opérateurs en cas de rupture d'alimentation électrique de leurs équipements fibre, notamment en cas de phénomènes climatiques perturbateurs, afin de joindre de manière assurée les services de secours d'urgence, ce qui constitue une préoccupation accrue et nouvelle par rapport aux caractéristiques précédentes du réseau cuivre.

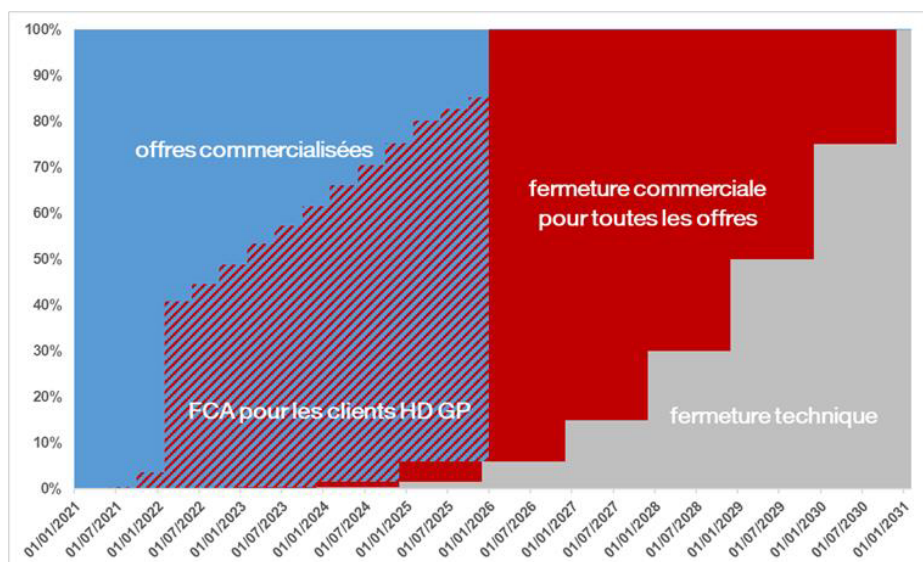
3 - Le choix de la maille communale (3.3.1)

Le choix fait par Orange sera sans doute plus lisible pour la population que celui de la maille au NRA, surtout s'il est opéré, comme on peut le penser, par lots de communes continues, ce qui permettra de limiter les cas particuliers dont la fréquence n'est pas anecdotique dans les zones qui ont connu de fortes évolutions (local desservi par un autre NRA que la majeure partie des bâtiments).

Cependant pour les « très grosses communes » (non définies ou listées), Orange envisage une fermeture « par quartiers, en se référant le cas échéant aux découpes administratives existantes ou à tout périmètre technique qui serait alors défini précisément ». Cette non-définition laisse en l'état toute marge de choix à Orange et devrait être précisée, afin que l'Arcep puisse vérifier le critère de non-discrimination géographique, ainsi que la complétude des déploiements FttH, en ZTD comme en ZMD.

4 - L'extension rapide du volume des locaux non commercialisables à l'adresse, positive sous conditions (3.4.3.)

Le graphique du 3.6. a le mérite de montrer très clairement que la fermeture commerciale anticipée à l'adresse (FCA), qui concerne le marché grand public, est de très loin le premier mode choisi par Orange, au niveau temporel comme au niveau volume. Il ne concerne que le marché grand public.



L'arrêt de la commercialisation du cuivre peut profiter à la commercialisation de la fibre et doit donc être considéré a priori comme positif. Cette mesure est toutefois moins significative pour les usagers que la fermeture technique.

Cependant, l'arrêt de la commercialisation entraîne une certaine limitation de la concurrence, qui est d'autant plus importante qu'un délai long sépare la fermeture commerciale de la fermeture technique : un client qui ne souhaite pas migrer vers la fibre, par exemple pour des raisons économiques, serait incité à rester plusieurs années (jusqu'à 9 ans dans le pire des cas) avec son opérateur. C'est *a fortiori* le cas de ceux qui ne peuvent pas migrer.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour donner un cadre positif à la FCA :

- l'existence d'offres sociales sur la fibre au titre du SU ;
- le strict maintien des exceptions concernant les locaux non raccordables effectivement à la fibre⁶, tant il est patent que les règles de complétude ne sont pas respectées actuellement. Il est en premier lieu indispensable de vérifier si le process actuel d'identification et de traitement fonctionne bien pour détecter les locaux non raccordables ou subissant des échecs de production ;
- la publication des données géolocalisées à l'adresse sur les locaux concernés, afin que les OI, collectivités et usagers puissent alerter sur d'éventuelles erreurs ;
- un délai assez rapproché avec la fermeture technique.

⁶ Les locaux dont les propriétaires refusent la fibre pourraient faire l'objet d'une dernière tentative d'autorisation d'installation de la fibre, indiquant explicitement la date d'extinction du cuivre et ses conséquences.

5 - La détermination des lots annuels de fermeture technique du cuivre (4.1.) devrait être discutée en amont.

Nos associations approuvent l'objectif d'assurer à la fois une répartition homogène sur le territoire et une répartition équilibrée entre OI. La publication annuelle de données permettant de vérifier la tenue de cet objectif serait indispensable.

Orange ne semble pas prévoir de discussion en amont avant de retenir chaque lot annuel de fermeture technique. Si le choix final lui revient, dans le respect des objectifs, un dialogue fructueux devrait se nouer avec les OI et les délégants concernés.

Pour élaborer son choix, en deux stades, Orange indique qu'il portera « une attention particulière pour les communes reconnues « zones fibrées ». Cette attention est toutefois tempérée par l'existence de nombreux autres critères, comme la possibilité de récupérer du matériel pour le RTC, qui sont de second ordre par rapport à la volonté exprimée par le législateur à travers la création de cette disposition incitative à la couverture FttH. Nous demandons donc que les communes reconnues en « zones fibrées » soient prioritaires. Plus largement, nous demandons qu'Orange examine en priorité les communes dont le taux de couverture est proche de la complétude, par exemple 98%, pour établir la première liste, au sein de laquelle d'autres arbitrages sont à effectuer.

Nos associations approuvent, sur ce deuxième stade, la proposition d'examiner en priorité les communes où le taux de migration à la fibre est le plus avancé, pour minimiser l'effort de migration commerciale. Par contre, la priorité sur les communes « au niveau desquelles le réseau cuivre est identifié comme particulièrement fragile » pose question. La fragilité du réseau cuivre est souvent celle de l'infrastructure qui le supporte, auquel cas le désengagement d'Orange sur le cuivre pourrait se traduire par un risque d'un désengagement sur l'infrastructure porteuse de la fibre. Nous demandons une clarification de ce point afin de lever le doute : seule une fragilité spécifique au réseau cuivre, et non à l'infrastructure sous-jacente, doit être prise en compte. Si, a contrario, Orange venait par exemple à éteindre en priorité les lignes aériennes soumises à des vents violents, il ne serait pas incité à prioriser les travaux d'inspection et de changement de poteaux sur ces zones, au détriment de la fibre⁷. Il améliorerait aussi mécaniquement et artificiellement ses statistiques de qualité de service.

Si Orange a bien prévu de prendre en compte une notion incertaine de fragilité du réseau cuivre, en revanche, nous nous étonnons de l'absence de mention de la fragilité du réseau FttH. Or comment envisager de fermer le cuivre sur des ZAPM où l'état du réseau, que ce soit du fait de son dimensionnement insuffisant ou de sa réalisation bâclée, mais également du fait du mode STOC ? Aussi nos associations demandent la mise en place d'un traitement spécifique sur les zones où sont constatés des problèmes graves, notamment au niveau du PM. Si l'ensemble du mode STOC nécessite une reprise en main (cf. propos liminaires), on constate également sur le terrain que certaines zones de PM sont particulièrement touchées par des dysfonctionnements qui atteignent la continuité de service pour les abonnés (multiplication des débranchements à tort, absence de réfection des armoires etc.). Dans ces zones, il est nécessaire que les clients ne soient pas poussés à migrer sur la fibre, en attente de la résorption des problèmes. En conséquence, la fermeture commerciale à l'adresse ou à la commune de ces PM devrait être différée et ils devraient être inéligibles à une fermeture technique. Pour objectiver ceci, l'Arcep devrait définir des indicateurs de suivi et des seuils de dysfonctionnements au-delà desquels la fermeture est différée (un premier seuil problématique pour la fermeture commerciale, un seuil encore plus exigeant à ne pas dépasser pour permettre la fermeture technique). Bien évidemment, l'opérateur cuivre étant indépendant de l'opérateur d'infrastructures fibre, Orange

⁷ A ce sujet, il convient de relever plus globalement qu'une dégradation des conditions de maintenance de l'infrastructure d'Orange finissait jusqu'ici par entraîner une dégradation des statistiques de qualité de service du cuivre. Orange ne manifestant pas l'intention de céder cette infrastructure, le prochain cycle d'AdM devra impérativement formuler des exigences pour surveiller la politique de maintenance, l'égalité de traitement et la qualité des infrastructures utilisées par les OI.

devrait pouvoir se retourner contre l'OI qui entrave la fermeture du réseau cuivre, d'une manière qu'il reste à définir par le Régulateur.

Nous approuvons en revanche la nécessité d'éviter des opérations de réaménagement lourdes du cuivre, et demandons à nouveau à ce que ces réaménagements de réseaux via PRM MeD ne soient plus considérés comme des demandes raisonnables et qu'Orange cesse de les promouvoir en supprimant cette offre de son catalogue. Si la Cour des Comptes s'intéresse à ce sujet, elle ne pourra probablement que constater un gaspillage d'argent public ; on peut également se demander quels opérateurs alternatifs vont investir pour offrir leurs services sur une zone qui peut être fermée rapidement. Les opérations commandées mais non encore réalisées devraient être réexaminées au cas par cas à l'aune du plan de fermeture du cuivre. Toute nouvelle opération est désormais à proscrire. Les contrats déjà conclus avec les collectivités devraient pouvoir être réexaminés sans pénalisation en fonction des zones effectivement fermées techniquement.

6 - Une concertation plutôt qu'un « partage » sur les zones à fermer (4.2.)

Pour l'étape de « fermeture » Orange prévoit un partage avec les opérateurs et collectivités (4.2.) sur les zones à fermer d'une durée extrêmement limitée. Le délai apparaît trop court pour avoir le temps de vérifier la trajectoire prévisible de construction des prises pour les cas présentant des difficultés. Il est également impératif qu'Orange prenne en compte le retour des opérateurs et collectivités en cas de signalement d'impossibilité de tenir l'objectif de couverture, ce qui nécessite que la liste des communes fournie par Orange soit un peu plus large que le volume final visé.

Pour l'étape de « transition », le planning soumis à consultation est déjà obsolète et devrait être revu.

7 - Fermeture commerciale par zone (4.3.1.) : préciser les critères de choix en fonction de la couverture

Orange indique que « S'agissant du critère relatif à la couverture de la commune ou des parties de communes en FttH, Orange établira son analyse sur la base de l'observatoire trimestriel des déploiements publié par l'Arcep et des fichiers IPE », sans toutefois préciser comment ce critère sera pris en compte parmi d'autres éléments. Nous demandons que cette formulation soit précisée, avec un ordre de priorité pour les communes classées en « zones fibrées » et celles présentant le plus grand taux de couverture, ceci afin de faciliter la transition pour les usagers et pour les élus associés.

Dans toute la zone moins dense, le respect par les OI des obligations de complétude, sous le contrôle effectif de l'Arcep, devrait permettre à Orange de rationaliser ces choix. La publication des dates d'ouvertures de PM, associé à l'obligation de couverture dans un délai de deux à cinq ans, permet de planifier la grande masse des locaux. L'Arcep pourrait utilement suivre les indicateurs correspondant pour détecter d'éventuels décrochages.

Pour nous, si le contrôle et d'éventuelles sanctions s'avéraient inopérantes, il conviendrait que l'ANCT et les collectivités examinent des solutions alternatives, par exemple le lancement de nouvelles procédures de réseaux d'initiative publique.

8 - Une alternative à la fermeture technique par commune ou par NRA devrait être étudiée

Nos associations estiment que la fermeture du cuivre, passée la période de préparation (jusqu'en 2025), gagnerait à être accélérée. Le principal facteur bloquant pour aller plus vite est la complétude des déploiements à la commune, complétude qu'il nous paraît impossible de remettre en cause aux rares exceptions près, prévues par la réglementation actuelle. Le dispositif prévu présente en effet trois difficultés importantes :

- le signal tarifaire envisagé, en augmentant le coût du dégroupage, peut poser un problème concurrentiel, dans la mesure où il pénalise sélectivement les opérateurs alternatifs ;
- le délai entre la fermeture commerciale anticipée à la ligne, et la fermeture technique de cette ligne sera variable, et généralement très long, potentiellement jusqu'à 8 ans ce qui ne constitue pas un signal pour le client, et aggrave le point précédent ;
- la fermeture technique est conditionnée à une couverture exhaustive de la fibre, objectif tout à fait louable mais dont on mesure les difficultés (respect de la complétude, traitement économique des prises les plus chères à répercuter dans le coût du lien PM-PBO, difficultés de réalisation, vérification des refus d'installation dans les immeubles...). Cette problématique pousse Orange à demander la suppression de cette exigence, ce qui n'est évidemment pas acceptable. Inversement son maintien pourrait faire dériver notablement les échéances prévues, avec tous les coûts collectifs induits du maintien de deux réseaux capillaires.

Aussi serait-il sans doute plus équitable et efficace que la fermeture technique intervienne dans un délai de prévenance de 24 ou 36 mois après la fermeture commerciale anticipée à l'adresse. Le client pourrait ainsi être averti du compte à rebours, qui serait par exemple rappelé à intervalles réguliers, puis rapprochés. Ceci permettrait également de découpler la grande masse des fermetures (80% des lignes dans le projet d'Orange, mais cela pourrait monter à 90%), de la problématique complexe de la couverture à 100% et des exceptions à la complétude, puisque ces lignes ne concernent que les locaux raccordables à la fibre.

D'une certaine manière, en choisissant l'extinction à la commune au lieu du NRA, Orange a bien montré que le processus est adaptable et ne se traitera pas par nœud de réseau, mais bien sur des lignes identifiées qu'il suffit de déconnecter.

La fermeture technique anticipée à l'adresse devrait bien entendu être complétée par une fermeture technique à la commune pour les lignes résiduelles. Elle serait plus facile à accompagner par les élus, car elle concernera un nombre moins important d'utilisateurs.

L'Arcep n'a explicitement évoqué que le choix entre la fermeture technique à la commune ou au NRA. Pour Nos associations, il paraît souhaitable d'examiner les bénéfices que pourrait amener une fermeture technique anticipée à l'adresse, en parallèle de la fermeture commerciale anticipée à l'adresse. Les associations d'élus sont bien évidemment disposées à échanger sur ce point avec le Régulateur et Orange.

9 - La vérification des autres critères établis par l'Arcep est à opérer par le régulateur (4.3.2.), notamment pour le marché entreprises

Les accès entreprises posent des problèmes autrement plus complexes que ceux du grand public. Le Régulateur a d'ailleurs édicté des règles supplémentaires pour ce marché.

Il convient ainsi de considérer le plan de fermeture du cuivre dans le contexte concurrentiel du marché entreprises, aujourd'hui largement dominé par Orange et SFR. Ce quasi duopole est également en charge des déploiements FttH en zone d'initiative privée. Il convient également de rappeler le mauvais classement de la France dans la transformation numérique des entreprises. Certes, la situation s'est légèrement améliorée : nous sommes passés en 2020 du 20ème rang au 17ème rang en Europe. Progrès qui, au demeurant, n'est en aucun cas dû à la régulation mais bien aux confinements successifs qui ont bousculé le marché.

Il suffit d'ailleurs de parcourir le site « carte fibre » de l'Arcep, où chacun peut voir qu'en zone d'initiative privée, les entreprises, immeubles de bureaux et administrations sont très souvent dans les quelques % non encore fibrés des communes. Le pire étant paradoxalement pour la zone très dense (au sens réglementaire de l'Arcep), où du fait de l'absence d'obligation de complétude de déploiement, ce sont locaux professionnels qui restent non raccordables au FttH (yc sur Paris, La Défense, etc.)⁸.

Orange indique par ailleurs que, s'agissant de la vérification des autres critères établis par l'Arcep pour la fermeture commerciale, il se tournerait vers le Régulateur, notamment pour la conformité des offres de gros des OI pour le marché entreprises.

Nos associations approuvent cette précision, Orange ne pouvant être juge de l'adéquation des offres d'un opérateur tiers, ni arbitre des siennes. Pour mémoire, l'Arcep a émis l'exigence, en préalable à la fermeture commerciale du cuivre pour le marché entreprises, l'existence d'offres de gros de haute qualité sur cuivre disponibles « présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL », éventuellement grâce à l'adaptation d'une architecture FttH. A ce sujet, nous souhaitons que l'Arcep fasse un point d'étape sur la mise en œuvre de ces exigences dont le délai de mise en œuvre est dépassé, entre les différents opérateurs d'infrastructure et suivant les différents réseaux géographiques qu'ils exploitent, sans attendre le prochain cycle d'ADM. De surcroît, il est patent que l'existence d'une offre et d'un tarif adéquat ne suffit pas à rendre cette offre opérationnelle, tant les autres conditions sont déterminantes (délai, SAV, pénalités, process...). Il serait donc utile que l'Arcep dresse un observatoire de l'évolution des lignes SDSL, par zones d'OI, afin de quantifier d'éventuels problèmes.

Plus globalement, la transition vers la fibre devrait être une opportunité pour que le marché entreprise s'ouvre de manière affirmée et durable. Or, a contrario, plusieurs opérateurs dédiés aux entreprises ont alerté récemment l'Arcep sur un mouvement contraire dans les zones où les processus de fermeture RTC ou cuivre ont été expérimentés. Il est indispensable d'analyser les cas pour comprendre ce qui s'est déroulé. Sont-ce les aléas du mode STOC, que des dirigeants d'entreprise ont pu vivre pour leur domicile, qui poussent à chercher ce qui peut apparaître, à tort, comme un moindre risque en allant vers les deux grandes marques ? Est-ce le délai trop court, l'information reçue, la confusion entre l'OC et l'OI, la complexité nouvelle par rapport au cadre mieux connu du dégroupage ? Est-ce une difficulté pour les opérateurs alternatifs de proposer leurs offres de détail sur les offres de gros de certains OI ? Cet avertissement doit être pris au sérieux.

⁸ Voir également le développement sur les immeubles « 100% entreprise » au point 24

10 - Les Zones très denses (4.3.3.) cumulent les situations problématiques

La fermeture du cuivre ne peut bien se passer sans que la fibre soit disponible. Sur la zone moins dense, les Opérateurs d'Infrastructure sont identifiés, et les obligations de complétudes existent. Certes, en réalité constatée, les déploiements en RIP sont plus vertueux qu'en zone privée AMII (voir graphiques de complétude Avicca), et le faible avancement des zones AMEL suscite des inquiétudes non seulement pour la complétude, mais pour les rythmes même de construction par rapport aux engagements pris. Nos associations appellent à ce que les autorités en charge fassent respecter les obligations du cadre réglementaire de la fibre et du L33-13 du CPCE.

Le cas de la ZTD est différent, ainsi qu'évoqué dans la consultation puisqu'il n'y a formellement aucun opérateur d'infrastructure en charge, ni aucune obligation. Dans sa consultation, Orange se montre très optimiste sur la possibilité d'une fermeture technique : « La dynamique de déploiement constatée sur ces zones permet d'envisager la fermeture commerciale dans le calendrier envisagé. » En cas d'absence de complétude, le mécanisme proposé consiste (i) à consulter les OI sur leurs intentions de déploiement, puis (ii) « en prévision de la fermeture commerciale des zones concernées, Orange veillera au respect du critère de couverture ».

Ce dispositif ne paraît pas suffisamment rassurant relativement aux risques encourus :

- (i) il est douteux qu'une interrogation des concurrents d'Orange soit possible et efficace. Par définition, cette zone est en concurrence par les infrastructures, et si un opérateur tiers estime de son intérêt de déployer, rien ne l'oblige, ni même l'incite à le déclarer sauf à l'imposer par la loi.
- (ii) Orange déclare qu'il « veillera au respect du critère de couverture ». Or « veiller » n'est en aucune façon s'engager devant les tiers concernés (notamment les collectivités correspondantes), avec un planning, un contrat et des sanctions en cas de non réalisation. De surcroît il est étrange de se référer « au respect du critère de couverture » qu'Orange demande par ailleurs d'abandonner.
- (iii) S'il est exact de reconnaître qu'Orange n'a aucune obligation de couverture sur la ZTD, il convient de rappeler que l'opérateur a très ardemment milité pour que cette ZTD, censément propice à plusieurs investissements en parallèle, soit la plus vaste possible, et contesté le dispositif imaginé par l'Arcep lors de la préparation du précédent cycle d'ADM pour une obligation de couverture basée sur la présence d'un réseau à proximité des locaux à couvrir.

Même dans une ville aussi dense et emblématique que Paris, il subsiste 65 000 locaux non raccordables au FttH. Pour nos associations, l'absence d'une réglementation imposant la complétude, le constat du nombre considérable de locaux à couvrir (par exemple Lille) et du retard pris en particulier sur les zones ou immeubles d'entreprises, ne permettent pas en l'état d'envisager une extinction du cuivre sur la Zone très dense. Un changement drastique dans les investissements des opérateurs et/ou de la réglementation et/ou d'initiatives publiques locales ou nationales en ZTD est nécessaire avant d'y envisager cette extinction du cuivre.

Aussi et dans l'attente que la complétude effective devienne la règle en ZTD, nous demandons que le Régulateur interdise toute extinction du cuivre sur les 106 communes de cette zone.

11 - Le jalon d'adaptation du SAV 3.5.2 et 4.4

Orange propose de modifier le SAV en fonction de discussions à venir lors de travaux multilatéraux futurs avec les opérateurs, qui ne sont donc à ce stade pas définis. Nous rappelons notre attachement à ce que la qualité du réseau cuivre soit maintenue pour les lignes actives jusqu'à l'extinction. L'augmentation du tarif du cuivre impose d'ailleurs à Orange ce maintien de la qualité du réseau cuivre pour le temps restant. L'adaptation du SAV reste cependant une option possible sous réserve d'être concertée avec les opérateurs, le Régulateur, les associations d'élus et de consommateurs.

Il serait opportun de voir si les améliorations promises du mode STOC existeront un jour et, dans l'affirmative, si elles seront suffisamment matures pour permettre de travailler de la même manière à gérer les incidents sur des lignes de distribution dégroupées du cuivre, par les sous-traitants de rang deux de l'opérateur commercial...

12 - La mise en œuvre de la fermeture technique est principalement mais non exclusivement entre les mains des OC (4.5.)

Orange indique que « Il revient à chaque Opérateur Commercial d'organiser la migration de ses clients, à son rythme, une fois officialisée la liste des communes et parties de communes d'un lot annuel de fermeture technique ».

Nos associations partagent cette analyse sur la responsabilité de chaque OC. Il est à noter que le rythme sera en partie conditionné à l'évolution de la tarification du cuivre, dont le sujet sera traité à l'occasion de la consultation spécifique. Une augmentation des tarifs de gros sera incitative pour que les Opérateurs commerciaux alternatifs proposent la migration rapidement à leurs clients, ce qui ne sera pas le cas d'Orange.

Orange indique que chaque OC sera libre d'utiliser ou non des mécanismes de suspension/rétablissement du service pour mobiliser ses clients. Il est évident qu'une telle pratique ne serait à utiliser qu'en dernier recours, tant elles peuvent engendrer des situations difficiles pour les clients et donner une image négative de l'OC. Ainsi qu'indiqué précédemment, il est de l'intérêt des OC de proposer in fine des offres de transition, abordant si nécessaire la question de la création d'une infrastructure en partie privative (moyennant une durée d'engagement longue par exemple, sous réserve d'être connue et encadrée).

Enfin, il ne serait pas acceptable qu'un OC puisse résilier un client en l'absence d'offre alternative, et dans le cas général, de possibilité de passer sur la fibre. Encore une fois, la bascule dépend de la complétude, qui dépend des OI, qui sont sous le contrôle de l'Arcep mais aussi sous son arbitrage pour la prise en compte économique des difficultés particulières de raccordement (long, très long, complexe, exceptionnel...).

13 - La dépose du réseau cuivre, une exigence à préciser (4.6.)

Le démantèlement du réseau cuivre qui sera devenu inutile n'est pas globalement une urgence, mais relève de plusieurs principes selon les tronçons concernés :

- l'occupation du domaine public sur les parcours concernés ;
- l'occupation de l'infrastructure essentielle qu'est le génie civil d'Orange ;
- l'occupation des NRA (ceux d'Orange ou ceux mis à disposition par les collectivités ou autres) ;
- l'occupation de l'infrastructure essentielle qu'est le génie civil des collectivités ;
- l'occupation des infrastructures publiques de distribution d'électricité ;
- le principe du pollueur-payeur, acté dans l'article L 110-1 du Code de l'environnement.

À terme, c'est bien l'ensemble du réseau cuivre qui doit donc être démantelé dans des délais raisonnables, en rapport avec les principes ci-dessus, et non en fonction de la seule rentabilité de la dépose. Ainsi, si dans l'immédiat un câble en pleine terre ne semble pas présenter de risque pour l'environnement, il n'en va pas de même sur le long terme. De même un câble inutilisé sur des poteaux représente une contrainte physique qui doit être supprimée d'autant plus rapidement qu'il fragilise l'infrastructure (zone ventée, poteaux vétustes...).

En conséquence, nos associations **demandent qu'Orange complète son Plan pour fixer le planning et les modalités techniques et financières d'un démantèlement complet.**

Nous demandons également à l'opérateur historique d'être particulièrement vigilant à ce que les **opérations de démantèlement soient menées dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux autres réseaux** (notamment électricité et fibre), ce qui suppose notamment de ne faire intervenir que du personnel habilité, expérimenté et formé et équipé, et d'informer précisément et à l'avance les gestionnaires des autres réseaux des interventions programmées (outil analogue à e-intervention). Bref, tout le contraire du mode STOC.

Aussi, nous proposons d'imposer à Orange deux options de démantèlement de son réseau :

- Une option de base où Orange démantèle seul son réseau et assume les problèmes éventuels causés au réseau FttH ;
- Une option de sous-traitance de l'opérateur cuivre (STOC OI) où l'OI FttH de la zone visée par le démantèlement puisse exiger d'être en charge de la dépose du cuivre, sous conditions de financement appropriée et en contrepartie d'une exemption de toutes responsabilités d'Orange dans d'éventuels dommages causés aux réseaux existants.

Nous avons bien conscience que ce démantèlement représente un coût, en face duquel existent des possibilités de valorisation à un niveau qui ne cessera de croître du cuivre lui-même, après dépose et traitement. A contrario, attendre qu'il n'y ait plus d'économie du réseau cuivre pour dégager les moyens nécessaires à son démantèlement dans les zones où celui-ci n'est pas rentable serait une erreur.

De la même manière, nous demandons le démantèlement des réseaux de télécoms inutilisés, dont parfois les boîtiers ouverts, câbles pendouillants ou armoires éventrées dégradent l'esthétique des rues et bâtiments et entravent la circulation piétonne voire routière. Si nécessaire, le législateur devra renforcer le cadre d'obligations et de sanctions⁹.

Nos associations sont enfin intéressées par une analyse collective et partagée du modèle économique du projet de déconstruction, au-delà de la simple articulation avec la tarification du cuivre.

⁹ Il sera très intéressant à ce sujet de regarder le pourcentage de PRM MED qui auront été effectivement réutilisés comme PM FttH, puisque c'était un des justificatifs du soutien à leurs déploiements aux frais des collectivités.

14 - Une structure paritaire de gouvernance nationale, avec ses déclinaisons territoriales, est nécessaire (5.1. et 5.4.)

Orange dresse une liste d'acteurs à associer à la démarche et ce qu'il attend de chacun d'eux (5.1.2 à 5.1.8.). Si, au niveau technique, commercial et opérationnel, Orange est le maître d'ouvrage de cette extinction, il semble indispensable que ces nombreux acteurs listés dans le Plan soient associés dans une structure formelle, une fois les arbitrages effectués sur le Plan, notamment afin de faire remonter les problèmes, proposer les ajustements nécessaires et assurer la communication globale sur le sujet avec l'ensemble des usagers (la relation avec son client restant du strict ressort de l'opérateur commercial). Les représentants de l'État (ANCT, DGE, DGCCRF...), de l'Arcep, des opérateurs d'infrastructures et commerciaux et de leurs fédérations (FFT, InfraNum), de la médiatrice des communications électroniques, des associations de collectivités, des associations de consommateurs (non citées dans les partenaires dans le projet de Plan) ont tous des expertises et des réseaux de remontée d'informations qu'il faut mettre à profit.

À titre d'exemple sur la communication, si les supports d'information des collectivités pourront être utiles concernant les modalités locales, il ne fait pas de doute qu'un site d'information et des campagnes publicitaires nationales, régionales et locales seront nécessaires pour la bonne compréhension des enjeux, modalités, rythmes et phases de ce vaste et long chantier. Plus encore, un accompagnement continu sur le terrain des élus locaux en amont des phases de fermeture technique, mais également pendant ces phases de fermeture pour traiter des cas posant des difficultés sans aucun parti pris pour tel ou tel opérateur privé s'imposera.

Nos associations suggèrent de **s'inspirer utilement du GIP¹⁰ créé pour l'extinction de la télévision analogique, regroupant à parité l'État et les chaînes distribuées en analogique**. Les dossiers sont différents, mais la nécessité de s'adresser à des publics hétérogènes, territoire par territoire, sur plusieurs phases, ainsi que d'animer un dialogue entre les acteurs sont les mêmes.

Des correspondants régionaux voire départementaux de cette instance sont également indispensables. La pire situation serait celle d'un jeu de ping-pong à n joueurs, où un élu s'adresserait à Orange, qui renverrait vers tel ou tel opérateur commercial, lui-même vers l'Arcep, le sous-traitant de l'autoentrepreneur etc., laissant la seule personne « à portée de baffes » se prendre les coups : l'élu local !

Le sujet est complexe, les cas de figures multiples avec de nombreuses inconnues. Les élus ou les services municipaux, départementaux ou régionaux ne sont pas des experts en la matière, et les collectivités en charge de l'aménagement numérique ont une priorité impérative, le déploiement de la fibre. Il faut donc des interlocuteurs qualifiés, formés, outillés et disponibles. Cette structure devrait avoir également pour objectif d'identifier et de lutter contre la probable apparition d'offres d'acteurs peu scrupuleux qui tenteront de profiter de cette bascule auprès de publics en situation de faiblesse, en lien avec la DGCCRF voire les services de police et de gendarmerie.

Ainsi que rappelé par Orange, il n'est pas pertinent de maintenir deux infrastructures capillaires complètes pour des raisons de coût. On peut soutenir donc qu'un process d'extinction rapide évite des surcoûts à la communauté des opérateurs, qui ont donc intérêt à financer une telle structure de coordination, ce qui permettra de l'assurer dans de bonnes conditions, pour éviter qu'il s'enraye avec tous les coûts indirects induits.

¹⁰ A ce stade, la structure la plus adaptée est à débattre ; de même, le financement n'est pas à décalquer, car la fermeture de la télévision analogique résultait d'une décision unilatérale de l'État pour mieux utiliser le domaine public hertzien.

15 - Pour une gouvernance avec les Opérateurs d'Infrastructure et les collectivités délégantes (5.1.2 et 5.2.1.)

Orange demande de « pouvoir, dans chaque zone concernée par la fermeture du réseau cuivre, s'appuyer sur l'OI FttH en charge du déploiement FttH pour s'assurer que tout sera bien mis en œuvre pour permettre la fermeture commerciale à la date prévue ». Cette demande légitime le sera d'autant plus que ceux-ci auront été associés en amont aux choix progressifs des communes où le cuivre sera fermé commercialement et techniquement.

Nous approuvons le projet d'associer systématiquement un représentant de la collectivité délégante aux échanges avec l'OI, y compris lorsque Orange est l'OI.

16 - Pour un échange avec les associations d'élus

Le projet prévoit (5.1.4.) que « Orange s'appuiera sur les associations d'élus afin d'accompagner la démarche et relayer de l'information vers leurs adhérents sur cette transition numérique. ». Cet appui sur les associations d'élus et cette demande de relayer de l'information vers les adhérents pourrait éventuellement être complétés par une écoute, voire un dialogue, à partir de ce que les collectivités remontent à travers leurs associations d'élus, que celles-ci synthétisent. En ce sens, c'est bien un véritable échange (tel qu'évoqué au 5.4.3.) qui est souhaitable.

17 - Le dialogue local est à mener via un rôle élargi des comités départementaux (5.1.5.)

Le projet propose d'utiliser l'enceinte des comités départementaux portant sur l'accès aux réseaux de communication électroniques fixes et mobiles, institués par la circulaire du Premier ministre n°62/74 SG du 5 juin 2021. Nos associations approuvent cette suggestion qui permet de ne pas multiplier les instances, de contribuer à une vision d'ensemble des sujets et de revivifier ces comités qui ne sont pas toujours réunis.

Orange a une place toute particulière dans le dialogue local en tant qu'opérateur de gros de la boucle locale cuivre, en charge de son extinction. Par contre, en tant qu'opérateur commercial, il n'est qu'un des acteurs parmi d'autres. Aussi, si des réunions publiques sont organisées pour permettre un échange entre les OC, responsables de la migration de leurs clients, et les usagers, sera-t-il préférable qu'elles soient organisées avec l'ensemble des opérateurs commerciaux, éventuellement en distinguant le marché grand public du marché professionnel. Il en est de même pour d'éventuelles actions de communication via les supports édités par les collectivités, qui devront bien différencier les rôles.

18 - Trouver la juste place des technologies alternatives (6.1.1.)

Orange demande une « adaptation du critère du 100% FttH pour la fermeture du réseau cuivre en intégrant les technologies alternatives ». Plus précisément, Orange demande que la fermeture soit possible même si « une partie résiduelle » des locaux n'était pas raccordable. Orange ne formule aucune proposition sur l'adaptation du critère.

Si la règle (non écrite) d'un 100 % pourrait s'avérer bloquante, on voit bien que même un 98%, à l'échelle d'une commune, pourrait poser de sévères problèmes. Les technologies alternatives sont extrêmement utiles pour pallier transitoirement aux difficultés, mais ne peuvent présenter le même bilan efficacité/coût d'abonnement que le filaire.

Il peut exister des difficultés réellement exceptionnelles, mais l'empreinte de la fibre a bien vocation à recouvrir celle du cuivre, y compris grâce au mécanisme du service universel. La fermeture du cuivre ne doit pas être l'occasion d'entériner que de larges fractions du territoire soient définitivement exclues. Cette règle doit par ailleurs être proportionnée pour s'adapter aux territoires. Du fait du choix par l'Etat et le Régulateur de la déperéquation de la construction des réseaux FttH en France, on ne peut traiter avec le même degré d'exigence les opérateurs privés qui ont préempté les zones les plus rentables et les plus faciles à construire du territoire, et les collectivités, qui doivent se charger du reste à faire, c'est-à-dire les zones structurellement déficitaires, coûteuses à exploiter et les plus complexes à rendre intégralement éligibles à la fibre optique.

Il est compréhensible qu'Orange s'interroge là où il n'est pas OI, mais la principale réponse réside en premier lieu dans une stricte application des règles de complétude et des engagements L33-13 dès à présent, assorties d'un renforcement des sanctions si nécessaire, plutôt que dans un abandon d'une nécessité d'aménagement du territoire. Le recours transitoire à une technologie alternative, lié à une difficulté exceptionnelle dûment constatée par les acteurs (OI, Arcep, collectivités concernées) pourrait être acceptable, dans la mesure où elle ne toucherait pas une activité essentielle (entreprise, service public...) ou un groupe de résidences principales, mais pas l'abandon pur et simple de l'exigence de complétude. Afin de voir si un consensus se dégage sur ce qu'est une difficulté exceptionnelle, il serait utile de dresser un bilan d'étape des expérimentations de fermeture du cuivre en cours. La liste des typologies de difficultés exceptionnelles recevables devrait, idéalement, être arrêtée de manière concertée après les retours des prochaines expérimentations, c'est-à-dire à l'horizon 2024/2025.

Par ailleurs, la fermeture totale programmée du cuivre peut créer une situation nouvelle pour des RIP qui ont conventionné avec l'État et lancé leurs procédures il y a longtemps, et qui n'auraient pas pu envisager un taux de couverture identique à celui du cuivre pour des raisons budgétaires. En positif, on peut constater que les coûts de déploiement sont généralement moins élevés aujourd'hui qu'à ce moment. Il serait donc utile que les collectivités concernées et l'ANCT se concertent pour prendre cette nouvelle situation en considération. Des moyens financiers complémentaires seront sans doute à trouver, ce qui, une fois de plus, éclaire la nécessité d'un fonds spécifique pour répondre aux différents sujets d'aménagement du territoire en matière de communications électroniques.

19 - Les adaptations législatives seront fonction de la couverture fibre

Orange demande un cadre réglementaire et législatif adéquat afin de ménager sa responsabilité vis-à-vis des opérateurs tiers (dégroupage) ou des abonnés finaux en cas de coupure de service (d'un client final), en particulier s'agissant de lignes téléphoniques résiduelles (client mal informé) afin de ne pas bloquer la fermeture technique d'une zone.

A titre d'exemple, Orange considère que le maintien des obligations conjointes par l'article D98.4 du CPCE, pour ne citer que celui-ci, génère de trop fortes barrières au déroulement du plan de fermeture dans son ensemble.

Dans un intérêt bien compris, Orange réclame donc des évolutions législatives qui pourraient permettre de fluidifier la transition vers la fibre et de limiter les risques juridiques encourus pour les opérateurs de gros ou de détail. Ces demandes auront sans doute d'autant plus d'écoute auprès des parlementaires que les opérateurs auront assuré la complétude des déploiements, afin d'accompagner une transition d'intérêt général, et non de multiples régressions locales.

La fermeture du cuivre pourrait également mettre en porte-à-faux les opérateurs commerciaux vis-à-vis de leurs clients, et des opérateurs de RIP de première génération qui se sont appuyés sur ce réseau.

Le législateur devrait donc avoir à délibérer sur les sujets en rapport avec la fermeture du cuivre (y compris, le cas échéant, sur les règles de couverture, par exemple en ZTD). Il est donc essentiel que soient rapidement listées et discutées l'ensemble des évolutions législatives envisagées, en associant bien évidemment les associations de collectivités le plus en amont possible à ces travaux essentiels.

20 - Les moyens du médiateur des communications électroniques sont à renforcer

La fermeture du cuivre va bouleverser massivement certaines habitudes. Les opérateurs commerciaux vont en traiter la très grande majorité, mais il est certain que le médiateur des communications électroniques sera fortement sollicité. Aussi est-il nécessaire de renforcer transitoirement ses moyens, pour qu'il puisse répondre aux usagers mais également contribuer à dégager une doctrine.

C'est par exemple le cas pour les immeubles où les propriétaires n'acceptent pas l'installation de la fibre. La perspective de fermeture commerciale et a fortiori technique du cuivre peut contribuer utilement à débloquer des situations, comme une négligence du syndic, si elle est notifiée aux usagers par les opérateurs commerciaux. Cependant, il peut aussi exister des cas où les conditions d'installation proposées ne sont pas acceptables. Pour avancer dans la résolution de litiges et cadrer les pratiques, il serait utile de faire appel au médiateur des communications électroniques et la structure d'accompagnement de la fermeture du cuivre que nous prôtons dans la présente réponse à la consultation.

L'ensemble de ce processus pourrait aussi s'appuyer utilement sur le dialogue fécond permis au sein du Conseil national de la consommation entre représentants des usagers et les opérateurs, dans le cadre d'un nouveau cycle de travaux dédiés pour adapter la relation client.

21 - Le maintien de la qualité du cuivre jusqu'au bout est indispensable

Jusqu'à l'extinction technique, de nombreux usagers seront dépendants de la qualité de la maintenance du cuivre et de son infrastructure sous-jacente. Il est évidemment nécessaire qu'Orange poursuive son effort de rattrapage de la maintenance préventive et curative de son infrastructure, en particulier aérienne, puisqu'elle est également le support de la fibre dans la plupart des cas. Pour le réseau cuivre, les arbitrages technico-économiques, sans doute complexes, ne doivent pas conduire à dégrader encore la qualité de service dans les zones rurales et de montagnes sur les lignes actives, même après la fermeture commerciale, sous le contrôle du régulateur.

Il apparaît donc important qu'Orange complète son plan en s'engageant à présenter aux opérateurs et à l'Arcep les projets d'évolutions de sa doctrine et de ses process de maintenance préventive et curative de son réseau cuivre ou de l'infrastructure sous-jacente.

22 – L'encadrement tarifaire du cuivre doit être desserré avec prudence

Orange souhaite un desserrement des contraintes tarifaires du cuivre. Il sera répondu à ce point dans la consultation spécifique de l'Arcep.

23 - Il faut tracer le futur du génie civil, à court et à long terme.

A l'occasion de la consultation sur les raccordements complexes, les associations de collectivités ont rappelé leur position commune sur la nécessité d'une évolution quant au génie civil détenu par Orange. Une infrastructure passive essentielle n'a pas vocation à rester éternellement dans le patrimoine d'un opérateur historique, bénéficiant d'une rémunération du capital inadéquate aux risques encourus. Elles ont appelé à des discussions rapides avec la DGE, Orange et l'Arcep à ce sujet, pour dessiner le cadre futur et ses implications (répercussions sur le SU, création éventuelle de structures locales propriétaires et gestionnaires nécessitant de trouver un financement de long terme etc.). L'ouverture régulée du génie civil d'Orange a été un élément fondamental pour le déploiement du FttH. Dans l'architecture des réseaux, il ne faut pas oublier que les fondations, dans les infrastructures passives, sont non seulement à préserver, mais à développer sur le très long terme.

Le refus, par Orange, de poursuivre la capillarisation de son infrastructure là où elle n'existe pas est symptomatique d'une vision qui ne se projette pas dans le futur. Les morceaux d'infrastructures qui seront créés par les OI ne donnent pas lieu à péréquation, perception de loyer, gestion dans des règles communes, vision patrimoniale de long terme. Ces problématiques ne vont faire que se multiplier (accentuation des freins à l'enfouissement, dispersion des prises en compte des infrastructures créées pour les constructions neuves etc.). Et à plus court terme, il convient de s'assurer de la qualité de la maintenance préventive et curative, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de discrimination géographique (rural versus urbain, OI tiers versus OI Orange...). Le prochain cycle d'analyse de marché devrait traiter notamment de ces questions.

Bien évidemment, la fermeture engagée du réseau cuivre renforce la nécessité de donner une perspective de long terme pour cette infrastructure essentielle.

24 - Il est nécessaire de compléter le cadre pour les lignes cuivre particulières (multi-accès, alarmes, capteurs...)

Les situations particulières doivent être prises en compte pour éviter conflits et blocages.

Des locaux sont desservis avec plusieurs accès cuivre (4 pour les buralistes, davantage pour des pépinières d'entreprises ou des centres commerciaux, jusqu'à plusieurs dizaines dans certains EHPAD...). Il ne faut pas nécessairement autant d'accès fibre, puisque les gestionnaires de ces locaux peuvent évoluer dans la réponse technique à leur besoin ou leur gestion (typiquement pour les EHPAD). Dans tous les cas, il est indispensable de bien dimensionner le réseau jusqu'au PM pour permettre la fermeture du cuivre. Ceci suppose donc que tous ces cas soient portés à connaissance de l'OI suffisamment en amont pour permettre un dialogue avec les gestionnaires de ces locaux. Orange, qui possède cette information, devrait être obligé de la fournir à l'OI. À ce sujet, nos associations s'alarment que les expérimentations lancées de longue date sur les immeubles « 100% entreprises » n'aient pas débouché, preuve supplémentaire que le marché entreprise souffre toujours d'insuffisance concurrentielle.

Autre cas particulier, les nombreuses lignes qui ont été installées pour bénéficier des avantages de la télé alimentation. Des travaux collectifs menés en amont ont permis d'avancer sur des solutions, mais il reste à faire un bilan public pour voir si tous les cas ont été pris en compte (par exemple les sirènes d'alerte et plus généralement les alternatives pour les sites d'importance vitale). Il convient de voir s'il existe des cas de figure où la fibre serait utile, voire indispensable, et d'informer l'OI suffisamment en amont en conséquence.

Il serait aussi nécessaire que chaque titulaire d'un abonnement concerné fasse l'objet sans délai, et en recommandé, d'une information sur le fait que, même s'il n'est pas possible de fixer une date aujourd'hui, sa ligne cuivre sera fermée techniquement à plus ou moins brève échéance. Il faut en effet

prendre en compte que ces gestionnaires de service ont tout un parc à gérer de manière cohérente, qu'ils doivent planifier des investissements, avec de surcroît le problème concomitant de la fermeture annoncée de la 2G et de la 3G. Le traitement des lignes spécialement dédiées sur les territoires disposant de centrales nucléaires, de sites industriels Seveso, etc. devra être particulièrement anticipé et suivi.

Si ces questions ne sont pas traitées suffisamment en amont, l'examen de ces différents cas de figure pourrait amener si nécessaire à un traitement spécifique de ces lignes cuivre (délai supplémentaire pour la fermeture technique par exemple), et devrait faire l'objet d'une information spécifique et systématique, sous un format à préciser, des autorités publiques – locales et nationales – pour éviter une faille de sécurité.

25 - Il faut mettre à disposition toutes les données utiles à la transition

Dans cette consultation, ainsi que dans celle relative aux tarifs, nous demandons la mise à disposition de données pour comprendre, suivre et accompagner la fermeture du cuivre (locaux concernés par le multi-accès, évolution du parc SDSL, courbes de transition vers la fibre suivant l'ancienneté des PM et les zones de fermeture commerciale etc., localisation des prises concernées par la FCA...).

A minima, il est nécessaire d'éviter une asymétrie d'informations qui fausse la concurrence. Le sacrosaint « secret des affaires » ne peut être agité à tout moment, en même temps que l'appel au législateur ou élus des collectivités, voire à des financements publics (aides sur le génie civil en domaine privé) : de forts intérêts privés sont en jeu, mais ils ne sont pas les seuls. De plus une partie de ces données pourrait utilement être publiées en open data, à la fois pour faciliter le « porté à connaissance » quand il est obligatoire, mais aussi pour permettre des analyses et une utilisation par de multiples acteurs.

Le suivi de la complétude des réseaux FttH va être un sujet majeur des toutes prochaines années, à la fois pour la réussite du Plan France THD et pour permettre une extinction du cuivre dans de bonnes conditions. Dans ce cadre, en complément de l'action nationale du régulateur sur ce sujet, les collectivités peuvent être utilement impliquées de par leur connaissance du terrain et leur proximité avec les représentants locaux des opérateurs.

L'Avicca, appuyée par les associations de collectivités généralistes, avait obtenu des dispositions réglementaires générales permettant aux collectivités l'accès à la connaissance des réseaux et zones de services, un préalable indispensable à leur action dans le domaine de l'aménagement numérique.

Aujourd'hui, la source utile sur le déploiement du FttH se trouve dans les fichiers IPE, régulièrement mis à jour. Certaines collectivités, dans le cadre de leur bon rapport (de force ou de collaboration) avec les opérateurs, obtiennent communication de ces fichiers et s'en servent activement, et d'autres non. L'Arcep et le CETE avaient publié un guide¹¹ fort utile en 2012 sur la connaissance des réseaux et zones de services. Sans aller jusqu'à un document aussi élaboré, il nous semble utile que l'Arcep se prononce aujourd'hui sur l'accès aux fichiers IPE, notamment en ZTD, zone AMII et AMEL, éventuellement restreint aux champs utiles à l'aménagement du territoire.

Nos associations demandent également que figure de manière transparente et en données ouvertes (open data) les immeubles non fibrés pour refus de tiers, avec l'indication de la typologie du refus de tiers (refus syndic, refus façade...). Cette information est essentielle pour permettre aux collectivités d'anticiper les cas où il y aura un problème lors de la fermeture du cuivre et avoir le temps de l'anticiper et, dans la mesure du possible, de le résoudre. Cette information doit également être ouverte afin que les occupants des locaux concernés puissent avoir connaissance du statut de leur immeuble et de la raison qui bloque l'arrivée de la fibre. Cette information sera enfin nécessaire dans l'hypothèse où le législateur voudrait objectiver la nécessité ou non de revoir les dispositions autour du droit à la fibre.

¹¹ https://www.arcep.fr/fileadmin/cru-1557397113/user_upload/demarches-et-services/collectivites/2012-10-24_guide_connaissance_des_reseaux_VF.pdf